

» c'est un fait que l'effondrement de l'industrie a provoqué un reflux en masse du prolétariat des villes dans les campagnes. Dans des circonstances pareilles, un droit de suffrage politique qui a pour condition économique l'obligation universelle de travailler, est une mesure absolument incompréhensible. Elle est censée tendre à enlever aux seuls exploités les droits politiques. Et tandis que des forces de travail productives sont déracinées en masse, le gouvernement des soviets se voit au contraire souvent obligé d'affirmer, pour ainsi dire, l'industrie nationale aux anciens propriétaires capitalistes. De même, il s'est vu contraint à conclure aussi un compromis avec les coopératives de consommation bourgeoises. En outre, l'utilisation des techniciens bourgeois, s'est démontrée indispensable. Une autre conséquence de ce phénomène est que des fractions croissantes du prolétariat, comme des gardes-rouges, etc., sont soutenues par l'Etat aux frais publics. En réalité, ce système prive de leurs droits des portions nombreuses et croissantes de la petite bourgeoisie et du prolétariat, pour qui l'organisme économique ne prévoit aucun moyen permettant l'exercice de l'obligation au travail. »

On le voit bien, ceci n'a rien de commun avec une défense de la démocratie formelle. Luxembourg s'élevait contre le droit de suffrage des bolchéviques parce qu'elle n'y voyait pas « un instrument sérieux de la dictature prolétarienne ». En fait, Luxembourg concevait la dictature prolétarienne d'une toute autre façon que les bolchéviques. Luxembourg voyait avant tout dans la dictature du prolétariat l'action constante de la masse dans la vie publique. C'est pour cela qu'elle pensait que « sans élections générales, sans liberté illimitées de la presse, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. »

Tout autre est la conception des bolchéviques. Pour eux la dictature du prolétariat est en réalité la dictature de son « avant-garde », la dictature du parti communiste. Et les bolchéviques conviennent qu'il y a eut substitution, mais au fond pour eux ce n'est pas une substi-

tution car « les communistes », écrit Trotsky dans « Terrorisme et Communisme » (p. 145), expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité ». Pour les bolchéviques, tout comme pour « Bilan », cette convergence des intérêts de la masse avec les intérêts du Parti Communiste ne souffre le moindre doute. Le Parti Communiste est l'élément le plus cohérent, le plus éclairé, le plus décidé du prolétariat, c'est pour cela que son action doit souvent se substituer à celle de la masse qui peut être influencée par la partie retardataire de la classe ouvrière, encline à chercher une issue dans la voie d'un compromis avec les forces bourgeoises, ou même parfois disposées à se laisser employer comme instrument de l'ancien régime. Tout cela a une grande importance car on s'aperçoit quel est le rôle qu'une telle révolution impartit aux organisations de la classe ouvrière. A propos des organisations syndicales Trotsky, dans le livre précité, s'exprime ainsi, p. 147 :

« Les unions professionnelles prennent (alors) sur elles la charge immédiate de la production. Elles expriment non seulement les intérêts des ouvriers industriels, mais les intérêts de l'industrie elle-même. (Cette distinction entre les intérêts des ouvriers industriels et les intérêts de l'industrie, sous un régime de dictature du prolétariat est toute une révélation, A. H.). Au début, les tendances trade-unionistes relèvent plus d'une fois la tête dans les syndicats, excitant ceux-ci à marchander, dans leurs rapports avec l'Etat soviétique, à mettre des conditions, à exiger des garanties. Mais plus on va, plus les unions comprennent qu'elles sont les organes producteurs de l'Etat soviétique; elles se chargent alors de répondre de son sort, elles ne s'opposent pas à lui, elles se confondent avec lui. Les unions se chargent d'établir la discipline du travail. Elles exigent des ouvriers un travail intensif dans les conditions les plus pénibles, en attendant que l'Etat ouvrier ait les ressources nécessaires pour modifier ces conditions.

» Les syndicats se chargent d'exercer la répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés, des éléments turbulents et parasites de la classe ouvrière. Abandonnant la politique des trade-unions qui est, dans une certaine mesure, inséparable du mouvement professionnel dans une société capitaliste, les syndicats se rangent entièrement à la politique du communisme révolutionnaire ».

A cet extrait on mesure ce qui sépare la dictature du prolétariat telle que la concevait les bolchéviques de la dictature telle que Luxembourg se l'imaginait. Alors que, selon la première conception, les masses sont reléguées au second plan, puisqu'elles n'ont qu'à appuyer l'action du parti, leur rôle est tout à fait déterminant dans la seconde. C'est pour cela que Luxembourg assignait comme tâche à la dictature du prolétariat la réalisation de la démocratie socialiste. Pour les bolchéviques, cette démocratie viendrait plus tard, après que le parti, par l'intermédiaire de l'Etat ouvrier, aurait créé les bases économiques qui rendraient possible la vie en société sans exploitation et sans autre contrainte que celle qui découle de l'asservissement de l'homme aux lois de la nature. Mais, pour Luxembourg, la démocratie socialiste débutait de suite après le renversement de la bourgeoisie :

« ... la démocratie (page 43, Révol. Russe) socialiste ne commence pas seulement dans la Terre promise, après qu'a été créée la substruction de l'économie socialiste, à titre de cadeau de Noël pour le brave peuple qui aura, dans l'intervalle, fidèlement soutenu la poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence en même temps que l'œuvre de démolition de la classe et de construction du socialisme. Elle commence avec le moment de la conquête du pouvoir par le parti socialiste (communiste, dirions-nous, A.H.). Elle n'est autre chose que la dictature du prolétariat ».

Il s'agit de deux façons différentes de réaliser la dictature du prolétariat. Mais il ne s'agit pas là d'une simple divergence de l'esprit, de deux manières différentes de concevoir. En tant que marxiste, nous devons savoir que toute opposition de concepts abrite, dissimule des antagonismes sociaux, des oppositions de

classes. A la base des divergences entre Luxembourg et les bolchéviques se trouvait la différence dans le contenu des révolutions allemandes et russes. Si on reprend, à seize années de distance, ces dissertations théoriques qui opposèrent Luxembourg aux bolchéviques, on en arrive à cette constatation que les uns et les autres ont eu raison, mais ils n'ont pu avoir raison que parce qu'ils partaient de points de vue différents. Les prévisions de Luxembourg selon lesquelles la dictature du parti devait dégénérer en une dictature de clan, de clique, se sont réalisées bien au-delà de tout ce qu'elle-même aurait pu imaginer.

Luxembourg savait, puisqu'elle l'a écrit, que si les bolchéviques instaurèrent une dictature de fer, non seulement à l'égard de la petite bourgeoisie et de la paysannerie — d'ailleurs, envers ces couches-là, les concessions furent d'autant plus grandes par la suite, voir la N. E. P. — mais aussi à l'égard de la classe ouvrière, si cette dictature fut une dictature jacobine, donc à l'exemple d'une dictature bourgeoise, ce n'était pas tant parce que Lénine et Trotsky idolâtraient la dictature, mais que ce fut contraints et forcés par des nécessités extérieures qui obligeaient le pouvoir soviétique de faire face non seulement à la contre-révolution intérieure, mais aussi aux attaques du capitalisme international. Luxembourg savait que les révolutions « ne se font pas à l'eau de rose ». Mais il reste encore à savoir si, au cas où la révolution russe se serait déroulée dans des conditions plus favorables, les bolchéviques auraient fait une place plus large à la démocratie prolétarienne. L'évolution ultérieure, qui montre que la stabilisation et l'affermissement du régime soviétique sur l'arène internationale va de pair avec un renforcement de la dictature, à l'intérieur fait supposer le contraire.

Les bolchéviques ont eu incontestablement raison sur un autre point. L'histoire a montré que la dictature jacobine, la dictature à la manière bourgeoise, qui ramène le rôle des masses à la seule fonction d'appuyer un gouvernement et non de gouverner elles-mêmes, — cette dictature a été le seul régime qui pouvait convenir à la révolution russe. C'était la seule façon, pour les bolchéviques, de conserver le pouvoir, tout atténuation de la rigueur de la dictature, non pas à